

Quel bilan des relations franco-lituanienes depuis 2004 ?

par Philippe Perchoc

C'est une banalité : la France et la Lituanie sont très différentes. Différentes d'abord par leur taille, par leur position géographique, leur population ou leur langue. Elles sont aussi étrangères l'une à l'autre par leur histoire ancienne – bien que des contacts aient existé – mais aussi par leur histoire récente. La France a certes été occupée une fois pendant la Seconde Guerre mondiale, mais la Lituanie l'a été trois fois et ses libérateurs soviétiques n'en étaient pas. De part et d'autre du Rideau de fer, les deux pays ont donc évolué distinctement, l'un en étant un moteur de la construction européenne, l'autre en étant l'un des moteurs de la déconstruction soviétique. Le rapport à la construction européenne de la France et de la Lituanie est donc forcément très différent, l'un étant à l'origine de cette aventure, l'autre ayant pour ainsi dire, pris le train en marche. Pourtant, depuis 2004, la France et la Lituanie sont toutes deux membres de l'UE. Peut-on pourtant dire qu'elles ont appris à se découvrir l'une l'autre et à agir ensemble ?

Notons que les priorités françaises et lituanienes sont assez différentes. Il est nécessaire de souligner le phénomène pour mieux pouvoir, dans un second temps, tenter de tracer des lignes de convergence.

La question énergétique a constitué l'un des points d'achoppement les plus récurrents de la politique intérieure et extérieure lituanienne depuis le retour à l'indépendance. L'enjeu est d'autant plus important que lorsqu'on parle d'indépendance énergétique à Vilnius, on parle d'indépendance tout court ! En effet, la fermeture du dernier réacteur de la centrale d'Ignalina plongera le pays dans une situation complexe : les clefs de son approvisionnement seront intégralement détenues par l'ancienne puissance coloniale. La France, de son côté, partage avec la Lituanie une forte dépendance au nucléaire, mais celle-ci n'est pas remise en cause. Par ailleurs, le pays a naturellement accès à une plus grande diversification de ses fournisseurs, citons l'Algérie par exemple. Dans le domaine énergétique, on peut donc souligner que les situations lituanienes et françaises sont globalement assez différentes. Elles ont les mêmes caractéristiques (choix du nucléaire, priorité à l'indépendance) mais sont dans des configurations totalement divergentes.

La seconde préoccupation principale de la Lituanie est le difficile jeu de balances qui peut exister entre un investissement nécessaire dans la stabilisation et la transition de son environnement régional (Biélorussie, Ukraine, Caucase) et sa relation avec Moscou. En effet, la Biélorussie, l'Ukraine et le Caucase – et particulièrement la Géorgie – sont autant de voisins plus ou moins proches dans l'espace mais tous proches par l'histoire, auprès desquels Vilnius voudrait pouvoir jouer un rôle d'assistance à la transition. Les exemples sont multiples, mais on se souviendra du rôle joué par la Lituanie lors de la Révolution orange en Ukraine par exemple, ou de l'assistance technique que le pays apporte à l'Université européenne des sciences humaines (EHU) biélorusse en exil.

Vues de Paris, les périphéries russes sont souvent pensées dans le cadre prioritaire de l'axe Paris-Moscou. Les priorités sont donc différentes. Alors que les relations lituano-russes se concentrent nécessairement sur le contexte régional, les relations franco-russes s'épanouissent sur le terrain des grands enjeux mondiaux. C'est un fait normal pour deux puissances nucléaires membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les questions de sécurité englobent et dépassent les enjeux énergétiques et régionaux précédemment évoqués. En effet, l'un des principaux contentieux des relations franco-lituanienne des années 2000 a clairement trouvé ses origines dans les appréciations différenciées des deux pays quant aux sources ultimes de leur sécurité. D'un côté, la France, maîtresse de l'arme nucléaire et membre du Conseil de sécurité de l'ONU, est assez largement libérée de toute menace conventionnelle dans son voisinage immédiat. Elle a construit depuis cinquante ans une relation apaisée avec ses voisins. Par le biais de l'Union européenne, le cadre de ses échanges avec son voisinage est passé de l'international au transnational. La France peut donc se permettre de jouer le poil à gratter des États-Unis sur la scène internationale. C'est ce que les Français appellent « alliés, amis, mais pas alignés ».

De l'autre côté, la Lituanie connaît un phénomène de marges. Elle était à la marge de l'URSS, elle fait maintenant frontière de l'UE avec la Russie – par Kaliningrad –, et avec la Biélorussie. Sa petitesse et son positionnement géographique, ainsi que les liens historiques avec les USA, expliquent largement l'atlantisme de raison et de cœur des Lituaniens. Un pays dont la sécurité aérienne est assurée par les alliés de l'OTAN doit sans cesse prouver sa crédibilité au plus important de ses alliés. L'incompréhension franco-lituanienne a donc été très visible au moment de la crise irakienne. D'un côté, l'Élysée a critiqué, en mots mal choisis, une Lituanie qui a rapidement apporté son soutien aux États-Unis. De l'autre, à la fois l'attitude d'une France qui semblait adopter un comportement cynique vis-à-vis de Saddam Hussein, et les mots durs du Président français ont été très mal reçus à Vilnius.

Quelles sont aujourd'hui les perspectives pour un partenariat renforcé ? La situation complexe de la Lituanie est le symbole même de la nécessité d'une véritable politique énergétique européenne, appelée de ses vœux par la France. Non seulement la France est l'État européen qui bénéficie de la plus grande expertise dans le domaine de la construction de centrales nucléaires, et elle est d'ailleurs présente dans la course à l'obtention du nouveau contrat pour Ignalina. Mais d'autre part, la Lituanie – avec les autres pays baltes – pourrait être un important pivot d'une action de la présidence française dans ce domaine, à l'heure où le couple franco-allemand ne peut plus décider de tout.

Dans le domaine de la défense européenne, chacun des deux partenaires a mis un peu d'eau dans son vin. Les Lituanais semblent plus ouverts à l'idée d'une défense européenne au moment où la France semble sortir d'une position « otanophobique » qui a été souvent mal comprise à Vilnius. Un certain atlantisme du nouveau Président français est d'ailleurs très bien perçu par les autorités lituaniennes.

Quant à l'idée d'une politique européenne équilibrée entre le Sud (Union pour la Méditerranée) et l'Est, elle est une des constantes de la politique européenne de la Lituanie. Or, jusqu'à présent, l'intérêt français pour la Biélorussie, l'Ukraine et les pays du Caucase a été, disons, relatif. Néanmoins, il semble que la politique française vis-à-vis de l'Ukraine soit en passe d'évoluer, ce qui pourrait créer une synergie intéressante avec nos amis lituaniens qui connaissent le terrain depuis longtemps.

Une fois que l'on a dressé le bilan de nos divergences et le tableau de ce que nous pourrions faire, qu'avons-nous fait jusqu'à présent ? Globalement, il ne faut pas se cacher que les relations de la France et de la Lituanie ne sont pas au beau fixe aujourd'hui. L'annulation de la venue du Président Sarkozy au 1^{er} semestre 2008 – après un premier report – a été mal ressentie à Vilnius, nos points de divergence étant plus grands que nos points de convergence. À tout dire, au lieu de « points de divergence », il faudrait plutôt dire « points d'ignorance », car Paris a du mal à se saisir des grandes opportunités qu'une amitié lituanienne plus forte pourrait lui offrir. Or, les enjeux auxquels nos deux pays font face sont les mêmes. Et dans une Europe à 27, il faut savoir multiplier les partenaires, au risque de laisser passer les occasions de lancer des initiatives.